

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/M/12

25 novembre 1996

(96-4992)

Comité du commerce et du développement Douzième session

NOTE SUR LA REUNION DES 15 ET 31 OCTOBRE 1996

Président: M. Nacer Benjelloun-Touimi (Maroc)

A. Adoption de l'ordre du jour

1. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

A. Adoption de l'ordre du jour

B. Rapport du Comité du commerce et du développement au Conseil général

C. Autres questions.

2. Le Comité est convenu d'aborder, à l'une de ses réunions futures, la question du statut d'observateur des organisations internationales en tenant compte des lignes directrices pertinentes adoptées par le Conseil général et de suivre, pour le moment, la procédure *ad hoc* du Comité consistant à inviter à la réunion suivante les mêmes organisations que celles qui l'avaient été à la réunion en cours.

B. Rapport du Comité du commerce et du développement au Conseil général

3. Le Comité a adopté son rapport au Conseil général (distribué ultérieurement sous la cote WT/COMTD/9).

C. Autres questions

- Projet de lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC

4. Le Comité a adopté les Lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC (distribuées ultérieurement sous la cote WT/COMTD/8).

5. La représentante d'El Salvador a dit que sa délégation attachait une importance particulière à la coopération technique en tant que moyen d'aider les Membres à respecter les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'OMC. Sa délégation croyait comprendre que les programmes de formation pratique prévus à la section II.1 des Lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC comprenaient des stages tant au Secrétariat de l'OMC que dans les missions établies à Genève.

6. Le Président a dit que le Comité inclurait la question des programmes de formation pratique, y compris les stages mentionnés par la délégation d'El Salvador, dans ses discussions futures sur le contrôle, la gestion et l'évaluation des activités de coopération technique de l'OMC.

- Réunion destinée aux Ministres des pays les moins avancés Membres de l'OMC, devant avoir lieu à Genève en novembre 1996

7. Le Président a dit que le Secrétariat l'avait informé qu'une réunion destinée aux Ministres des pays les moins avancés Membres de l'OMC se tiendrait à Genève du 13 au 15 novembre 1996. Cette réunion, financée par les gouvernements de la Norvège, de la République de Corée et de la République tchèque, serait essentiellement consacrée à la préparation de la Conférence ministérielle de Singapour. Il a salué l'initiative prise par ces trois Membres.

8. Le Comité a pris note de la déclaration faite.

- Projet de plan d'action global et intégré de l'OMC en faveur des pays les moins avancés

9. Le Comité est convenu de transmettre au Conseil général, en tant que projet, le texte du plan d'action en faveur des pays les moins avancés de l'OMC dont il avait été saisi afin qu'il l'examine et le soumette aux Ministres pour adoption à Singapour. (Ce texte, tel qu'il a été communiqué au Conseil général, a été distribué ultérieurement sous la cote WT/COMTD/W/20.)

10. Le représentant des Communautés européennes s'est déclaré déçu par le texte du plan d'action, qui avait été considérablement vidé de sa substance. Cependant, sa délégation était prête à s'en accommoder aux fins d'un consensus. Ce projet, tel qu'il serait transmis au Conseil général, représentait en fait une ligne directrice minimale et la délégation de l'intervenant espérait que les Membres utiliseraient l'intervalle entre la présente réunion et la Conférence ministérielle de Singapour ainsi que la Conférence de Singapour elle-même et la période qui suivrait pour développer ce qui était une structure absolument minimaliste. C'était là une nécessité.

11. Le Président a dit qu'il appréciait l'esprit de la déclaration de la délégation des Communautés européennes. Il espérait, en tant que Président et en tant que représentant d'un pays en développement, que le projet de plan d'action serait considéré comme un bon cadre dans lequel pourraient s'inscrire d'autres initiatives. A cet égard, il a appelé l'attention sur la partie IV du plan d'action intitulée "Autres initiatives" qui pourrait être développée ultérieurement, pas nécessairement sur une base multilatérale. Il espérait que certains Membres seraient en mesure de donner davantage de substance au plan d'action entre la présente réunion et la Conférence de Singapour et peut-être avant ou pendant la réunion de haut niveau prévue pour l'année prochaine, ce qui serait conforme à l'objectif du Comité consistant à éviter la marginalisation des pays les moins avancés et à les intégrer, à un moment où l'OMC pourrait aborder de nouveaux domaines relevant de sa compétence.

12. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation souhaitait remercier le Président des efforts qu'il avait déployés pour établir non seulement un rapport mais également un plan d'action en faveur des pays les moins avancés, ce qui représentait un début même si cela ne satisfaisait pas nécessairement tout le monde. Le seul aspect important de ce plan d'action était son intégrité et sa crédibilité. Le Comité avait évité, à juste titre, d'y inclure un texte dont le message n'aurait pas pu être traduit dans les faits. C'était à cet égard un plan crédible sur lequel il convenait de faire fond sans susciter de fausses attentes. C'était là un aspect important des travaux du Comité qui attestait sa maturité.

13. Le Comité a pris note des déclarations faites.

- Prochaine réunion du Comité

14. Le Président a proposé que le Comité trace, à sa prochaine réunion prévue pour le 25 novembre, la voie en vue de la définition des modalités des activités de coopération technique de l'OMC compte tenu des Lignes directrices qui venaient d'être adoptées et commence à réfléchir sur les moyens de mener ses discussions sur ce sujet l'année prochaine, éventuellement sous la présidence d'une autre personne. Le fait d'aborder cette question à la prochaine réunion du Comité, en novembre, montrerait que les Membres souhaitent sérieusement concevoir la meilleure coopération technique possible pour l'OMC. Il a également proposé que le Comité invite la CNUCED et le CCI à fournir une description des modalités selon lesquelles ces organisations fournissaient une assistance technique, ce qui permettrait un échange de vues au Comité et serait conforme à l'objectif visé, à savoir renforcer le dialogue institutionnel OMC/CNUCED/CCI en vue d'assurer une approche cohérente et d'identifier les domaines de compétence et de complémentarité. A cet égard, il a rappelé qu'un plan triennal pour les activités d'assistance technique de l'OMC, semblable aux cycles triennaux de la CNUCED et du CCI, était également préconisé dans les Lignes directrices.

15. Le Comité a pris note des déclarations faites.